RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI
« PAFEN »

Intitulé du projet	**PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »**
SUR FINANCEMENT IDA :	**E0930-BI/E2820-BI**
N° du Projet :	**P176396/P180987**

TERMES DES REFERENCES

Recrutement d'un cabinet pour assurer la formation et la certification des techniciens de la DSI, SETIC et de l'OBR sur l'Audit Système d'information

Novembre 2026

Titre : ***Termes de référence pour le recrutement d'un cabinet pour assurer la formation et la certification des techniciens de la DSI, SETIC et de l'OBR sur l'Audit Système d'information.***

Ministère	Ministère des finances, du budget et de l'économie numérique
Projet	Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique
Activité 2.4.1.13b	Recrutement d'un consultant pour la formation et la certification des techniciens de la DSI, SETIC et de l'OBR sur l'Audit Système d'information
Bénéficiaire	Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, le Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information (SETIC) et l'Office Burundais des Recettes (OBR)

I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a reçu un financement de la Banque Mondiale pour la mise en place du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique du Burundi (PAFEN) en sigle « le Projet », et financer ses activités. Il est prévu qu'une partie des ressources de ce financement soit utilisée pour financer les prestations d'un cabinet chargé du « **Renforcement des capacités en matière de gouvernance, d'utilisation et de gestion des technologies de l'information » pour le compte du Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, le Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information (SETIC) et l'Office Burundais des Recettes (OBR)**».

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. Objectif et Description du Projet PAFEN

L'objectif du PAFEN est d'accroître l'accès à l'Internet haut débit, en particulier pour les communautés mal desservies, et améliorer la capacité du gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et fournir des services publics par voie numérique.

Les activités du projet viseront à accroître l'adoption du numérique en élargissant la couverture du réseau et la base existante de consommateurs de services numériques par le biais d'initiatives qui stimulent l'investissement dans des infrastructures à large bande durables et intelligentes sur le plan climatique et catalysent la demande croissante de services électroniques par le biais de programmes d'accès numérique.

Les Composantes du Projet
Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

- **Composante 1** : Accès et inclusion numériques
  - Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès numérique ;
  - Sous -composante 1.2 : Accès à la connectivité locale
  - Sous -composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique

- **Composante 2** : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques
  - Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne
  - Sous -composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées et capacités de l'administration publique
  - Sous -composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares
  - Sous -composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de GFP

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet.
Composante 4 : Composante de réponse d'urgence

Le PAFEN soutiendra une série de réformes visant à rapprocher les services des citoyens et à améliorer l'efficacité et la transparence du secteur public. De plus, le projet vise à soutenir l'utilisation des technologies numériques et des données pour faciliter la prise de décisions politiques et promouvoir les investissements. Le projet est mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP) mise en place au Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication (SETIC).

2. Justification de la Mission

Le Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique (MFBEN) et l'Office Burundais des Recettes (OBR) poursuivent leurs efforts de modernisation de leurs systèmes d'information afin de renforcer la gouvernance numérique, d'améliorer la gestion des finances publiques et de garantir la sécurité, la fiabilité et la conformité de leurs infrastructures informatiques.
Quant au Secrétariat Exécutif de l'Information, il entre autres rôles :

- Piloter la politique nationale des TIC ;
- Accompagner la transformation numérique de l'État ;
- Définir des normes et standards TIC ;
- Assurer l'hébergement et l'exploitation des infrastructures numériques ;
- Renforcer la cybersécurité.

Official Use Only

La modernisation de ces systèmes d'information et l'exécution du mandat du SETIC passe aussi par leur sécurisation qui inclue entre autres la possibilité d'effectuer des audits réguliers afin d'assurer la fiabilité des données, la résilience des infrastructures et l'alignement avec les exigences réglementaires.

Dans ce contexte, le renforcement des compétences en audit des systèmes d'information, en contrôle interne et en gestion des risques est essentiel pour assurer une gouvernance efficace des technologies de l'information, conformément aux bonnes pratiques et référentiels internationaux tels que COBIT, ISO/IEC 27001 et ISACA.

La présente mission vise à former et à certifier six (6) agents techniques des trois institutions bénéficiaires et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2026-2027, à travers l'activité 2.4.1.13b intitulée « MFBEN - DSI - AT CABINET- Recrutement d'un consultant pour la formation et la certification des techniciens de la DSI, SETIC et de l'OBR sur l'Audit Système d'information ».

La formation Certified Information Systems Auditor (CISA) permettra aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour planifier et réaliser des audits des systèmes d'information, évaluer les contrôles internes, identifier les risques et formuler des recommandations contribuant à l'amélioration de la gouvernance, de la sécurité et de la conformité des systèmes d'information du MFBEN le SETIC et de l'OBR.

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

1. Objectif global

L'objectif global de la mission est de recruter un cabinet de formation spécialisé et accrédité pour dispenser une formation certifiante en Audit des Systèmes d'Information (CISA) au profit du personnel de la Direction Générale de l'Économie Numérique (DGEN) du Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique (MFBEN), du Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information (SETIC) ainsi que du personnel de la Direction des Technologies de l'Information (DTI). Le cabinet devra être accrédité par l'ISACA ou autorisé par un organisme reconnu par celle-ci à dispenser la formation et à préparer les candidats à la certification CISA, garantissant ainsi la conformité du programme aux standards internationaux.

Cette mission vise à renforcer les compétences des participants en matière d'audit, de gouvernance, de contrôle et de gestion des risques des systèmes d'information. Elle leur permettra d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour planifier et conduire des missions d'audit, évaluer l'efficacité des contrôles internes, apprécier la conformité des systèmes d'information aux bonnes pratiques et référentiels internationaux, notamment COBIT et les cadres de gouvernance de l'ISACA, afin d'améliorer la sécurité, la fiabilité et la performance des systèmes d'information du MFBEN, du SETIC et de l'OBR.

Official Use Only

2. *Objectifs spécifiques*

Afin d'atteindre les résultats attendus de cette formation en Auditeur de Systèmes d'Information Certifié (CISA), les participants devront développer des compétences pratiques et théoriques précises. Plus particulièrement, la formation vise à :

- Comprendre les principes de gouvernance et de management des systèmes d'information, incluant les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes.
- Maîtriser les méthodologies et techniques d'audit des systèmes d'information, y compris la planification, l'évaluation des risques et la conduite des missions d'audit.
- Identifier, collecter et analyser les informations nécessaires pour évaluer l'efficacité des contrôles internes, la sécurité des systèmes et la conformité aux normes.
- Évaluer les processus d'acquisition, de développement et de maintenance des systèmes d'information afin de garantir leur alignement avec les objectifs stratégiques de l'organisation.
- Analyser les contrôles de protection des actifs informationnels et recommander des mesures correctives ou préventives adaptées.
- Produire des rapports d'audit clairs et exploitables, destinés aux décideurs, managers et parties prenantes techniques.
- Appliquer des méthodes d'analyse structurée et de gestion des risques pour identifier les vulnérabilités et améliorer la performance et la sécurité des systèmes.
- Définir et formaliser des processus organisationnels d'audit et de contrôle pour intégrer les bonnes pratiques et assurer la pérennité des systèmes d'information.
- Organiser le passage des examens officiels CISA.

IV. RÉSULTATS ATTENDUS

À l'issue de la formation, les résultats attendus sont les suivants :

- 6 personnes (2 du MFBEN, 2 du SETIC et 3 de l'OBR) sont formées sur le module Auditeur de Systèmes d'Information Certifié (CISA).
- Les participants acquièrent des compétences pratiques en audit, contrôle et évaluation des systèmes d'information.
- Les bénéficiaires sont capables d'appliquer les méthodes, outils et bonnes pratiques appris dans leur cadre professionnel pour assurer la sécurité, la conformité et la performance des systèmes d'information.

V. SESSIONS DE FORMATION

Session	Langue	Lieu	Durée/session (jours)

1	Français	Au Burundi	5

NB. La formation sur la matière durera 5 jours. Cette durée est exclusive de la préparation à l'examen de certification et la certification elle-même. Ces deux dernières activités s'étendront sur une durée à convenir avec le bénéficiaire sans dépasser huit (8) semaines

À l'issue de la session, les formés devront :

- Avoir acquis des compétences techniques et stratégiques essentielles en matière d'audit, de contrôle et de gouvernance des systèmes d'information ;
- Développer des connaissances innovantes et adaptées aux meilleures pratiques modernes dans les domaines définis par les présents termes de référence ;
- Être en mesure de transférer et partager les connaissances acquises afin de renforcer durablement les capacités institutionnelles de leurs organisations dans le domaine de l'audit et de la gouvernance des SI.

VI. CONTENU ESSENTIEL DU MODULE

- Comprendre les principes de gouvernance des systèmes d'information et le rôle de l'auditeur dans l'organisation.
- Maîtriser les méthodes et techniques d'audit informatique, y compris la planification, l'évaluation des risques et la conduite des missions d'audit.
- Identifier, collecter et analyser les informations pour évaluer l'efficacité des contrôles internes et des processus SI.
- Évaluer les processus d'acquisition, de développement et de maintenance des systèmes d'information pour garantir leur alignement stratégique.
- Analyser et contrôler la protection des actifs informationnels, y compris la sécurité des données et la conformité aux normes et réglementations.
- Produire des rapports d'audit clairs et exploitables pour les décideurs, managers et équipes techniques.
- Appliquer des techniques d'analyse structurée et de gestion des risques pour identifier les vulnérabilités et proposer des recommandations adaptées.
- Définir des processus organisationnels d'audit et de contrôle pour renforcer la gouvernance et la performance des systèmes d'information.
- Préparer et réussir l'examen CISA afin d'obtenir la certification Certified Information Systems Auditor.

VII. LIVRABLES

Le cabinet devra produire les livrables suivants :

- **Livrable 1 (Rapport initial - Semaine 1) :** Planning détaillé de la formation, confirmation de commande des manuels physiques (CRM) et activation des 6 licences de la base de questions en ligne (QAE).
- **Livrable 2 (Rapport intermédiaire - Semaine 4) :** Rapport de déroulement de la formation théorique , feuilles d'émargement physiques signées par les 6 participants et statistiques initiales de performance.
- **Livrable 3 (Rapport d'évaluation de fin de parcours - Semaine 6) :** Résultats détaillés des deux examens blancs, analyse du niveau de préparation (*Readiness Score*) de chaque candidat et recommandations finales avant le passage.
- **Livrable 4 (Rapport de clôture de mission - Semaine 8) :** Preuves d'achat et d'activation des vouchers d'examen à distance, calendrier de passage individuel planifié et rapport de conformité technique des postes de travail.

N.B :Le Cabinet mettra à la disposition de chaque candidat, au premier jour du démarrage des cours :

- Le manuel de révision officiel en vigueur : **CISA Review Manual (CRM)** en version physique imprimée de haute qualité.
- Une licence logicielle individuelle d'une durée de 12 mois à la base de questions officielle en ligne de l'ISACA : **CISA Review Questions, Answers & Explanations (QAE) Database.**

NB :

(a) Les livrables attendus seront produits en français et sont les suivants : Pour la phase formation, le consultant produira un rapport pour chaque description des taches et un rapport final à la fin de chaque formation au plus tard quinze (15) jours après le dernier jour de la formation ;
(b) Tous les rapports seront livrés en 3 exemplaires et sur support électronique ou papier ;
(c) Les supports de cours à tous les participants au cours des différentes sessions de formation ;
(d) Le consultant devra produire et livrer des certificats de participation pour tous les participants ;
(e) Le consultant devra aussi livrer les certificats de ceux qui ont passé avec succès les examens de certification et validés par les organismes habilités à le faire. L'authentification des certificats se fera à travers le site de l'organisme habilité ou par tout autre moyen reconnu par le bénéficiaire.

VIII. PROFIL ET QUALIFICATIONS

1. Qualifications du Cabinet

La mission sera exécutée par un cabinet de formation agréé et reconnu, spécialisé dans les domaines de la gouvernance des systèmes d'information, de l'audit informatique et de la cybersécurité.
Le cabinet devra répondre aux exigences suivantes :

1. Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience dans la conduite de formations certifiantes en audit des systèmes d'information et en sécurité informatique ;
2. Présenter au moins cinq (5) références pertinentes attestant de la réalisation de missions similaires dans la formation ou l'accompagnement en audit informatique, conformité et gestion des risques IT au cours des trois (3) dernières années ;
3. Fournir des preuves d'accréditation officielles (contrats, certificats, lettres de partenariat, etc.) émises par ISACA ou tout autre organisme reconnu, attestant que le cabinet est habilité à dispenser la formation et à faire passer la certification CISA (Certified Information Systems Auditor) ;
4. Fournir un lien vers son site Internet officiel, permettant de vérifier ses activités, ses références et son statut institutionnel.

2. *Qualifications des Consultants/Formateurs*

Le cabinet devra mobiliser des formateurs accrédités et certifiés CISA, disposant d'une solide expérience pratique dans les domaines de l'audit, de la conformité et de la gestion des risques liés aux systèmes d'information.
Les formateurs proposés devront répondre aux critères suivants :

- Être titulaires de la certification ISACA Certified Information Systems Auditor (CISA), en cours de validité ;
- Justifier d'une expérience pratique confirmée dans la planification, la conduite et le reporting des audits informatiques, ainsi que dans la mise en conformité aux normes et cadres de gouvernance IT (COBIT, ISO 27001, ITIL, etc.) ;
- Avoir animé au moins deux (2) formations certifiantes ou ateliers dans le domaine de l'audit des systèmes d'information, de la gouvernance IT ou du management des risques ;
- Avoir une expérience avérée dans la formation de cadres techniques et auditeurs au sein d'administrations publiques, d'institutions financières ou d'organisations internationales ;
- Maîtriser le français, à l'oral comme à l'écrit, pour assurer un transfert de compétences efficace et adapté au contexte professionnel ;
- Fournir les preuves de certification et d'accréditation au moins deux (2) semaines avant le démarrage de la formation.

IX. DUREE ET LIEU DE FORMATION, ETENDUE DE LA MISSION

Durée : La durée globale de la mission sera négociée entre le fournisseur et le bénéficiaire mais devra s'étendre sur une période ne dépassant pas 8 semaines, à compter de la date de mise en œuvre du contrat.

Etendues de la mission :

Official Use Only

- **Volume horaire :** Un minimum de **35 à 40 heures de cours effectifs**, hors évaluations et examens blancs.
- **Lieu et Logistique :** La formation se déroulera au Burundi, dans le lieu qui sera déterminé d'un commun accord entre le client et le cabinet retenu. La logistique liée aux sessions de formation sera prise en charge par le PAFEN.Le cabinet doit fournir les supports visuels (diapositives de présentation, matériel de projection).
- **Contenu et Rythme :** Couverture exhaustive des 5 domaines de l'ISACA (Gouvernance, Gestion de l'informatique, Acquisition/Développement, Opérations/Maintenance, et Protection des actifs informationnels) répartie sur 5 jours intensifs consécutifs ou selon un calendrier validé d'un commun accord.
- **Ateliers pratiques en salle :** Sessions interactives dédiées au décryptage de la "logique ISACA" et des pièges classiques des QCM.
- **Examens Blancs :** Organisation d'au moins **deux (02) examens blancs complets** de 150 questions en 4 heures.
- **Séances de débriefing :** Correction collective détaillée menée par le formateur pour analyser pas à pas la logique d'audit qui élimine les mauvaises réponses.
- **Suivi de maturité :** Le cabinet effectuera un suivi individualisé du *Readiness Score* (score de préparation) de chaque candidat sur la plateforme QAE en ligne pour s'assurer que chacun atteint un seuil de confiance minimal de 80-85%.
- **Inscriptions et adhésions :** Le Cabinet prendra en charge l'adhésion annuelle de chaque candidat à l'ISACA et l'achat des **6 vouchers (bons d'examen) officiels**.
- **Préparation au passage à distance :** L'examen officiel s'effectuant à distance sous surveillance en ligne (*Online Proctored* via la plateforme officielle de l'ISACA gérée par Pearson VUE), le Cabinet assistera obligatoirement les candidats dans la configuration technique préalable de leurs postes de travail (vérification de la compatibilité des webcams, systèmes d'exploitation et pare-feu d'entreprise).
- **Accompagnement post-certification :** Animation d'un atelier pratique pour aider les candidats admis à formaliser leur dossier de demande de certification auprès de l'ISACA (valorisation des années d'expérience IT et des équivalences de diplômes).

En outre, le consultant devra :

- Evaluer le niveau préalable des participants sélectionnés, vérifier leur éligibilité aux conditions de certification ISACA, et adapter le contenu pédagogique en conséquence. La formation CISA étant une formation avancée, les participants doivent satisfaire aux prérequis.
- Transférer les compétences théoriques et méthodologiques liées aux 5 domaines du programme CISA.
- Entraîner intensivement les candidats à travers des outils de simulation officiels.
- Gérer l'ensemble des aspects administratifs et logistiques liés à l'adhésion à l'ISACA et à l'inscription aux examens officiels à distance.

Les dates d'exécutions des différentes formations seront convenues de commun accord avec les bénéficiaires.
La logistique liée aux sessions de formation sera prise en charge par le PAFEN.

X. SUPERVISION DE LA FORMATION

La supervision de la formation sera assurée une commission ad hoc mis en par le coordonnateur du PAFEN.

L'unité de gestion du projet (UGP) du PAFEN assurera la gestion administrative, fournira des services d'appui administratif et logistique ainsi que la réception et l'approbation des factures devant donner lieu à un paiement après acceptation des livrables y afférents.

Un comité technique de suivi (CTS) nommé par le Coordonnateur du PAFEN sera responsable de la coordination des activités relevant du Contrat, de l'acceptation et de l'approbation des livrables et autres produits au nom du Client. Le cabinet de conseil est tenu de mener à bien la mission en consultant les parties prenantes, ce qui doit être documenté.

XI. METHODE DE SELECTION DU BUREAU

« Le Consultant » sera sélectionné selon la méthode de **Sélection fondée sur les Qualifications du Consultants (SQC)**, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de Septembre 2023 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».

Official Use Only